

Bruxelles, le 16.10.2019  
C(2019) 7487 final

**DÉCISION DE LA COMMISSION**

**du 16.10.2019**

**relative au financement de la mesure individuelle en faveur de la République  
démocratique du Congo**

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du 16.10.2019

### **relative au financement de la mesure individuelle en faveur de la République démocratique du Congo**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement<sup>1</sup>, et notamment son article 9, paragraphe 1,

vu le règlement (UE) 2018/1877 du Conseil du 26 novembre 2018 portant règlement financier applicable au 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement<sup>2</sup>, et abrogeant le règlement (UE) 2015/323, et notamment son article 24,

considérant ce qui suit:

- (1) Afin d'assurer la mise en œuvre de l'action «Programme d'appui à l'ordonnateur national du Fonds européen de développement (V)», il est nécessaire d'adopter une décision de financement. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'aide envisagée doit respecter strictement les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées en vertu de l'article 215 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne<sup>3</sup>.
- (3) La Commission a adopté le programme indicatif national (PIN) pour la période 2014-2020, qui établit les priorités suivantes: la lutte contre la pauvreté, l'environnement, la gouvernance et les infrastructures. Il établit comme mesure d'accompagnement de la programmation un appui à l'ordonnateur national.
- (4) Les objectifs poursuivis par la mesure à financer au titre de l'accord interne relatif au 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED)<sup>4</sup> (ci-après l'«accord interne») consistent à renforcer les capacités de l'ordonnateur national (ON) du FED dans son rôle tel que défini à l'article 35 de l'Annexe 4 de l'Accord de Cotonou.
- (5) L'action intitulée Programme d'Appui à l'Ordonnateur National (ON) du Fonds européen de développement (FED) (phase V) vise à renforcer les capacités de l'Ordonnateur National (ON) du FED dans son rôle tel que défini à l'article 35 de l'Annexe IV de l'Accord de Cotonou.

---

<sup>1</sup> JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

<sup>2</sup> JO L 307 du 3.12.2018, p.1.

<sup>3</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au *Journal officiel* (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

<sup>4</sup> Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JO L 210 du 6.8.2013, p. 1.

- (6) Il convient d'autoriser l'octroi de subventions sans appel à propositions et de prévoir les conditions d'octroi de ces subventions.
- (7) Il est nécessaire de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 applicable en vertu de l'article 24, paragraphe 2, et l'article 25 du règlement (UE) 2018/1877.
- (8) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre de la mesure, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046.
- (9) La mesure prévue par la présente décision est conforme à l'avis du comité du FED institué par l'article 8 de l'accord interne.

DÉCIDE:

*Article premier*  
*La mesure*

La décision de financement, qui constitue la mesure individuelle en faveur de la République démocratique du Congo, présentée en annexe est adoptée

La mesure comporte l'action suivante: «Programme d'appui à l'ordonnateur national du Fonds européen de développement (phase V) ».

*Article 2*  
*Contribution de l'Union*

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre de la mesure est fixé à 7 500 000 EUR, à financer sur les ressources du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement.

Les crédits indiqués au premier alinéa peuvent également servir au paiement d'intérêts de retard.

*Article 2*  
*Clause de flexibilité*

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 24, paragraphe 2, du règlement (UE) 2018/1877, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions. Le recours à la réserve pour imprévus est pris en considération dans le plafond fixé au présent article.

L'ordonnateur compétent peut effectuer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 16.10.2019

*Par la Commission*  
*Neven MIMICA*  
*Membre de la Commission*